

JURAJ KRIŽANIĆ — IDÉOLOGUE DE L'ABSOLUTISME

Il est une chose évidente que l'oeuvre de Juraj Križanić est suffisamment complexe pour que l'on puisse en dégager un courant de pensée lié aux problèmes de l'Etat, de la société et de la gestion. Le problème reste pourtant ouvert et on peut se demander dans quelle mesure ce système, exposé avant tout dans son oeuvre »Politika«, est fini et systématisé. S'il ne prend pas d'aspect définitif, c'est soit à cause de la nature quelque peu fébrile de l'auteur, soit à cause des circonstances, que nous connaissons, dans lesquelles il était contraint à écrire durant son exile à Tobolsk. Indépendamment de quelques contradictions, son système de pensée et de propositions politiques, quoique négligeant quelque peu les détails, donne l'impression de quelque chose de cohérent et d'étudié dans l'ensemble.

Sans se préoccuper de l'importante question de l'influence des conceptions de Križanić sur la pensée et la pratique russe dans différents domaines (I. Pososchkov, les réformes de Pierre I), il faut tout de même insister sur le fait que, étant donné que ces conceptions n'étaient pas publiées, l'influence qu'ells pouvaient éventuellement exercer, se trouve par la suite limitée. La parution des oeuvres de Križanić dans la seconde moitié du XIX^e siècle et l'intérêt que l'on porte depuis sur leur auteur se situe dans un contexte historique évolué, transformé par deux siècles qui viennent de s'écouler. Les opinions que conditionne l'époque où elles naissent acquièrent une fonction nouvelle durant l'expansion du panslavisme au XIX^e siècle.

Les réflexions sur l'Etat et le pouvoir — l'axe de ses préoccupations politiques — sont originales et novatrices. Car l'analyse faite par Križanić comprend une problématique très vaste qui ne se trouve jamais présentée sur les pages d'un seul ouvrage ou par un seul auteur politique. L'intérêt de Križanić se porte non seulement sur le problème du pouvoir, de sa genèse, de son exécution ou de ses buts; il se préoccupe également du rôle et des fonctions des couches respectives de la population habitant le pays (il ignorait, comme son époque le mot »société«) ainsi que problèmes économiques. Aujourd'hui, de telles conceptions auraient constitué l'objet pour une théorie du régime, pour la sociologie et l'économie politique. Mais à l'époque, les auteurs politiques se limitaient également à un seul de ces courants. Le fait de comparer »Il Principe« de N. Machiavelli et »Leviathan« de T. Hobbes, deux oeuvres représentatives de cette époque — là, vient à l'appui de cette thèse. Le secrétaire de Florence analysait en détail les principes que doit adapter un prince pour ar-

river au pouvoir et pour être sûr après de le garder en main. Il ne fait que mentionner les bonnes lois et l'importance de l'armée à laquelle il consacre un peu plus d'attention. Naturaliste dans sa façon de traiter l'homme et la société, Hobbes s'efforçait de saisir le mécanisme psychique qui guide l'individu et de ce mécanisme il déduisit un régime très complexe de vie sociale. Les remarques portant sur le commerce, les douanes, les monopoles et finalement sur la propriété font partie de ces réflexions. La systématisation leur faisant défaut, ces remarques ne vont pas en profondeur comme cela est dans le cas de celles qui portent sur le pouvoir et que nous trouvons sur les pages voisines de «Leviathan». A base de ces remarques, il est possible de reproduire -d'une façon indirecte seulement- un type précis de société.

En créant les notions telles que «production», phénomènes de marché», «bilan commercial» et autres, les auteurs économiques du XVI^e et du XVII^e siècles, John Hales, Antonio Serra, Antoine Montchrétien ou William Petty ne s'intéressaient pas beaucoup aux relations existant entre ces notions et le caractère et le type de l'Etat. Ils ne faisaient que constater, d'une manière générale, l'existence du profit qu'un état fort et ordonné, accordant sa protection salutaire à la production et au commerce peut tirer grâce à une bonne économie.

Une tentative de systématiser et de coordonner les réflexions sur le régime politique de l'Etat et son économie constitue le mérite incontestable de Križanić. Nous partageons sur ce point, tout à fait, l'avis du professeur J. Badalić pour qui le fait de mettre en relief le chapitre «Ob blagu» de la «Politika» témoigne d'une prise de conscience totale de la possibilité d'agir de l'Etat et de la dépendance de celui-ci de son économie. Chez Križanić, nous voyons réuni ce qui jusqu'alors relevait de deux différents types de réflexion et d'art d'écrire — de la politique et de l'économie.

Tout en insistant sur ces rapports, nous commencerons par présenter la problématique concernant l'Etat -quoique les réflexions qui portent sur ce problème se trouvent repoussées dans des chapitres suivants de la «Politika» — car c'est à l'Etat qu'il revient de jouer le rôle le plus important. Cela était dû au fait que selon les gens de l'époque, l'Etat constituait la seule façon de coexistence sociale. «La crise du XVII^e siècle» avec ses guerres de religion à l'intérieur des pays et avant tout, avec la menace turque et celle du centralisme des Habsbourgs qui pèsent sur sa patrie -la Croatie- tout cela mettait en doute l'aspect traditionnel, tel qu'il existait jusqu'alors de cette institution sociale de base.

Le sentiment de danger amena Križanić à rechercher un pays-asile et pour des raisons que nous n'allons pas énumérer ici, il le trouva au Grand Duché de Moscovie. C'est donc de ce pays qu'il se préoccupe, mais ce sont plutôt des questions d'ordre pratique que théorique qui l'intéressent.

Ainsi le pouvoir royal n'est-il pas le seul, car il existe à côté la démocratie et l'oligarchie. Mais le pouvoir royal est le meilleur: dans le pire des cas, il peut se transformer en tyrannie alors que les deux autres peuvent mener à l'anarchie, ce qui aux yeux de l'auteur, est un phénomène plus dangereux.

Faisant suite à la tradition scientifique médiévale, Križanić soutient la conception de l'origine divine du pouvoir du souverain, mais à partir du XVI^e siècle, ce furent plutôt les auteurs protestants qui insistaient sur ce point pour créer un certain contrepois à la conception de l'origine divine du pouvoir du pape. La doctrine officielle de l'Église catholique formulée par le cardinal R. Bellarmin constatait que le pouvoir des princes ne venait pas directement de Dieu, mais n'était pas non plus investi par le pape.

Face à ces controverses, Križanić prit une position intermédiaire et échappa par la suite aux positions extrêmes de ceux qui accordaient au pouvoir royal une indépendance envers Rome et de ceux qui croyaient que pour être approuvé, le pouvoir royal devait être reconnu par le pape. Il n'alla pas non plus jusqu'à affirmer, comme certains idéologues du monarchisme français ou anglais que le roi était «un Dieu sur la terre» (Cassan, Jacques I^{er}, roi d'Angleterre et d'Écosse). Le pouvoir royal se caractérisait avant tout par le refus de dépendre de toute autorité, quelle qu'elle soit, ou de céder à une force terrestre extérieure (empereur ou pape) ou intérieure (institutions d'état figés, privilèges ou tradition). Ignorant Bodinus, Križanić ne se servit pas de la notion de «souveraineté», mais ses longues argumentations ne font que la justifier. Par une mise en relief obstinée du caractère souverain du pouvoir du monarque, il fait preuve de son attitude antitraditionaliste, car à cette époque-là, on ne manque pas de fausses preuves de «translatio imperii» pour souligner le principe de continuité du pouvoir.

Le caractère héréditaire du pouvoir et son unité, voilà deux autres traits caractéristiques du pouvoir. Le premier devait assurer la continuité du pouvoir et éliminer, grâce à nombre de règles détaillées tout manque de clarté dans la succession en Russie du XVII^e siècle. L'autre trait insiste sur le principe de l'unification du pays et de l'unité du pouvoir sur l'ensemble du territoire. Il est connu qu'à l'époque les états étaient des conglomerats d'unités historiques différentes où le caractère du pouvoir du souverain variait, ce qui est visible dans les titres royaux.

L'instauration du pouvoir royal devait, à sa naissance, avoir un caractère terrestre et ceci indépendamment de la sanction divine pour l'action même de gouverner. Križanić écrit: «solus Deus per profetas aut per population voces potest constituere reges». Dans ce point «le peuple s'entremettait pour une fois dans la transmission de la volonté de Dieu. Il est possible d'y voir une certaine ressemblance (formelle, il est vrai) à Hobbes qui prévoit pour «le peuple» un seul acte souverain: faire un accord avec le roi et lui transmettre la totalité du pouvoir. Pour le Croate, le rôle du «peuple» ne se limita pourtant pas à cela; il imagine un rôle à jouer par l'institution telle que «la diète nationale» (il l'appelle «Sojm») qui a le droit de juger les actions du souverain défunt, mais uniquement lors de ses premières sessions. Les fonctions du «Sojm» telles que ci-dessus doivent être considérées comme traces de l'institution d'état traditionnelle sous la monarchie royale. Pourtant, même dans ce rôle, il est possible de voir une tentative du roi d'arriver à un «consensus» social limité.

La monarchie absolue, à l'opposé de la monarchie des états reposait sur un système de fonctionnaires sujets au monarque et sur une armée régulière. Les auteurs politiques de la période en question, conscients

de ces phénomènes nouveaux leur consacrent dans leurs oeuvres beaucoup d'attention. Machiavel ne connut que «les conseillers du prince», mais déjà Bodin, Lipsius ou Hobbes firent une analyse subtile de différentes catégories de fonctionnaires, de leur pouvoir impératif ou exécutif seulement, de l'étendue de leurs compétences ou formation nécessaire. Ils consacèrent presque autant d'attention au problème de l'armée. Quant à Krizanić, il resta peu original sur ce point quoiqu'il se fût rendu compte que les possibilités du monarque, même habile, restaient limitées s'il ne pouvait compter sur de bons collaborateurs. Sa seule revendication fut l'obligation d'une instruction formelle et la suppression de chargés à vie. Il supposait peut-être que, grâce à une grande dépendance des fonctionnaires envers le souverain, il serait possible d'éviter tout phénomène négatif dont il prit déjà conscience, tel que l'insubordination ou la corruption. Par contre, quant à l'armée, Krizanić exigeait une armée nationale (ce qui était exclu à l'époque où prédomine l'armée de mercenaires) et quelques changements dans l'organisation, peu modernes d'ailleurs.

Il dévancait toutefois son époque en assurant que «l'amélioration et le renforcement du pouvoir dépendait plus d'une bonne législation que de l'élargissement des frontières ou de la conquête de nouveaux pays.» La promulgation de «bonnes lois» n'est possible que si le roi ne se sent pas gêné par les anciennes institutions d'état. Aussi est-il là encore une raison essentielle du pouvoir absolu. Le principe même de loi, facteur régulateur le plus efficace des rapports sociaux semble anticiper les principes connus du Siècle des lumières. Cela fait penser à une autre de ses règles selon laquelle il faut qu'il y ait une seule loi pour tout les habitants du pays, aussi bien au leur appartenance à tel ou autre état.

Le pouvoir du monarque et ses piliers, tel que nous venons de le caractériser ne connaît qu'une seule limite. Celle-ci ne réside pas en catégories institutionnelles, assemblées représentatives par exemple, mais uniquement en une obligation morale — presque divine. Il n'y a que devant le Créateur que le roi est responsable. Mais même dans ce cas précis, le réalisme suggère à l'auteur que cette restriction ne peut pas être problématique; les exemples qu'il cite pour démontrer qu'un souverain se transforme facilement en tyran en constituent la meilleure preuve. Dans le système de pensée qu'il adopte, il ne fut pas à même de répondre à la question qu'il se pose, que doit faire la nation «si le roi n'est qu'un tourmenteur portant préjudice». Il essayait, d'une façon indirecte peut-être, d'éloigner un tel danger et formula quelques principes pour le «monarque idéal». Ces principes font rapprocher son raisonnement de la «Fürstenspiegel-literatur», répandue alors en Europe, qu'il connut grâce à la lecture des textes d'Erasmus de Rotterdam ou de Boter «Della ragion di stato». Ces principes ne font que proposer quelques directives très simples: le roi devrait se connaître lui-même, éviter de se fier aux étrangers, être défenseur de l'Eglise.

Le pouvoir royal agit sur la société et ce sont le bien et la vie de cette société qui devraient être le but pour le monarque. Krizanić ne s'occupe pas de décrire l'état primitif, naturel de la société et la division de celle-ci en «ordines» constitue selon lui un phénomène naturel, instauré par Dieu. Il est vrai qu'il assure que «devant Dieu tous les hommes sont éga-

ux» et face au monarque »sujets et serfs«, mais tout son raisonnement sur le système des »ordines« introduit une hiérarchisation caractéristique du Moyen Age et de la féodalité. Grâce au réalisme de cet aperçu Križanić échappe encore une fois à une simplification inutile. Car l'ancienne répartition se trouve complétée par d'autres; une division qui compare la société à un organisme (ce qui n'est pas une nouveauté non plus) et d'autres, plus intéressantes, en groupes protégeants, groupes protégés et inutiles. La fonction de protéger incombe à ceux qui éloignent le danger de conquête ou la menace de misère; le clergé, les femmes et les enfants, les éducateurs et les artistes sont protégés. L'élément que l'auteur qualifie d'inutile, ce sont les vagabonds qu'il convient de transformer en un groupe utile à la société et à l'économie. Une ressemblance se dessine à la situation en Europe de l'Ouest, en Angleterre avant tout où l'élément pareil, soit par suite de démarches administratives, soit à cause d'une demande croissante de main d'oeuvre, devient classe ouvrière.

Indépendamment de ces remarques, Križanić ne met pas en question l'équilibre social de l'époque. Il justifie son caractère immuable par division du travail indispensable: les paysans produisent des vivres pour les rois, les princes et les boyards, car ceux-ci »rendent la justice et sont au service de la loi«; et finalement défendent le pays. Ce sont eux qui, par la nature même de la société ont le droit d'être admis comme premiers à l'armée où ils devraient commander et à l'ordre des fonctionnaires auquel ils sont les seuls à pouvoir appartenir.

Križanić assure que »l'agriculture est la raison et la source de toute richesse«, ce qui pousse certains chercheurs à le classer au rang des précurseurs de la physiocratie. Le bien-fondé de cette remarque paraît peu sûr. La constatation mentionnée ci-dessus est une des nombreuses que l'auteur ne fait qu'esquisser et non développer et que d'ailleurs contredisent les affirmations qui suivent. A savoir là où l'auteur juge différents métiers pour finalement apprécier le plus les devoirs de la noblesse. Il écrit beaucoup sur la noblesse qui est selon lui un groupe privilégié, doté du sentiment de supériorité, un groupe qui s'élève au-dessus des autres grâce à son instruction, sa culture et même l'habit. Križanić n'hésite pas à proposer une gradation à l'intérieur de ce groupe. Cela fait penser aux divisions s'opérant au sein de l'aristocratie à l'Ouest, »miestritschestvo« ou »tshinovnitstvo« en Russie. Ce que l'auteur propose pour la bourgeoisie et pour les paysans surtout est beaucoup plus modeste que les vastes projets qu'il fait sur la noblesse. Ceci est encore une preuve qui nie le caractère physiocrate de ses opinions sur l'économie. Il écrit enfin que »aussi longtemps que la Russie gardera le servage, elle maintiendra, avec l'aide de Dieu, sa majesté, la liberté et sa situation«.

Jusque-là, le modèle d'Etat et de société que l'on déduit des écrits de l'auteur en questions prouve qu'il réclamait des changements fondamentaux de structure et de fonction du pouvoir; par contre, il approuvait en principe le système social existant, tout en proposant de transformer la fonction de certaines de ses composantes. Quant au pouvoir, il s'agissait de mettre la noblesse au service du monarque c'est-à-dire de l'Etat. C'est une vision de prophète en quelque sorte: elle prévoyait l'apparition de la »société des nobles au service de l'Etat«, tellement caractéristique de la Russie du XVIII^e siècles.

Le modèle ci-dessus ne devait pas exister que pour lui-même, mais sa mission était de réaliser certains buts économiques—mettre le pays sur la voie du développement économique dynamique. Car Križanić croyait que les Slaves en général, et plus particulièrement la Russie, étaient des pays sous-développés. Dans ces conditions, le rôle de l'Etat à régime absolu consistait à organiser la production et l'échange. C'est pourquoi il fait de vastes projets de monopoliser le commerce extérieur — cette monopolisation devait être réalisée par le souverain. Il propose à l'Europe de reprendre l'échange avec l'Inde et la Chine et de repousser les concurrents étrangers de la Mer Noire; l'élimination des marchands étrangers du commerce intérieur devait en constituer une démarche préliminaire. L'intensification de l'échange devait suivre de près la croissance de la production, aussi bien agricole et industrielle qu'extractive. Križanić fut sur ce point un critique résolu de la situation existant en Russie qu'il compare constamment à la réussite de l'Europe de l'Ouest. La Russie est un pays à production extensive, sous-développé du point de vue technique et Križanić en est conscient. Aussi, c'est à l'Etat que revient le rôle important d'instruire les gens, de leur inculquer le goût du travail et d'initier groupes improductifs ou peu productifs, tels que les vagabonds déjà mentionnés ou les femmes à la vie professionnelle.

Selon Križanić, l'ensemble de ces changements économiques devrait s'opérer moins par les changements sociaux car l'essentiel du schéma doit être conservé, moins par la libération de l'esprit d'initiative avec l'autonomie indispensable pour sa croissance (tel le cas des corporations urbaines) que plutôt par l'ordre du monarque et avec le contrôle de l'Etat. Dans cette conception, tous les gens lançant l'idée du développement économique, soit les marchands faisant du commerce avec l'étranger, soit les entrepreneurs d'exploitation minière, tous devaient devenir employés du roi. La production et le profit réalisé ainsi méritait d'être approuvé; par contre, quand ce même profit était réalisé par les hommes qui ne dépendaient pas du souverain, il devenait non-mérité.

Le capitalisme européen est l'oeuvre de la bourgeoisie à laquelle une possibilité se présente d'exploiter des gens libres qui doivent louer leur force de travail. En Russie, selon Križanić ce processus devait se dérouler différemment et ce sont le pouvoir du monarque et ses fonctionnaires qui remplacent la bourgeoisie trop faible pour jouer le rôle de stimulateur.

L'auteur de la «Politika» ne se posait pas de questions, il ne se demandait pas si l'intensification et la nationalisation de l'économie étaient possibles rien que par l'intermédiaire des dispositions royales alors que l'initiative des marchands était étouffé et le servage des paysans augmenté.

Conclusion

1) Quoique l'on sache que dans le domaine des sciences sociales, il est dangereux d'abuser de jugements définitifs, nous n'hésitons pas à nommer Križanić penseur le plus remarquable de tous les peuples slaves du XVII^e siècle. Aucun pays, ni la Pologne traversant une période de crise politique et menacée de ne pas exister en tant qu'Etat, ni la Bohême à

qui l'on avait ôté son indépendance après la Montagne Blanche (1620), ni le Grand Duché de Moscovie mûrissant aux profondes réformes non plus n'a donné de tel penseur.

2) Le degré de systématisation et le caractère fini des idées de Krizanić sur l'Etat, le souverain et ses devoirs restait inégal. Mais ce qui soulève tout de même notre admiration, c'est l'effort de pensée tenté par Krizanić dans des conditions si peu favorables au travail intellectuel. Son exil à Tobolsk, manque de livres, isolation intellectuelle, tout cela fait que la vie si dure de Thomas Hobbes semble, en comparaison, presque confortable. Cela pousse à supposer que ses conceptions politiques verbalisées seulement après son départ définitif pour Moscou en 1659, étaient le fruit des études et des réflexions qui datent d'avant cette période. La lecture et les pensées à caractère théorique furent complétées par l'autopsie. Et ce n'est que de cette union des principes théoriques enrichis par l'expérience que naquit une conception politique aussi moderne. Elle alla au-delà du schéma présent dans de nombreuses au XVI^e et au XVII^e siècles oeuvres politiques, contenant un recueil de bons conseils destinés au souverain pour devenir par la suite un programme à réaliser éventuellement (donc non utopique), un programme de la réforme politique, économique et culturelle de l'Etat. Cette réforme tentait également d'indiquer une direction précise au développement social.

3) En tant que représentant de deux époques — l'homme du Moyen Age et de la Modernité, appartenant à la féodalité, mais déjà à mi-chemin du capitalisme — Krizanić unit dans ses réflexions différents courants de pensée. L'opinion sur l'origine divine du pouvoir du monarque prenait racine dans la tradition médiévale, plus précisément — dans les constatations de Saint Thomas d'Aquin. D'autre part, ses opinions se caractérisent par une autonomie et échappent à la doctrine politique de l'Eglise après le Concile de Trente, représentée par Saint Robert Bellarmin. Cela se laisse voir avant tout dans la question du pouvoir souverain du monarque.

4) Mettant en valeur le caractère souverain du pouvoir, Krizanić ne quittait pas des yeux la conception de l'Etat selon laquelle celui-ci constituant une valeur éthique déterminée permettant à l'homme de réaliser d'une façon digne et sûre les buts qu'il se propose d'atteindre au cours de son existence terrestre. Indépendamment des sources médiévales de cette conception, il semble que Krizanić fasse suite, en partie du moins, aux idées politiques du néostoïcisme du XVI^e et du XVII^e siècles. Et ceci souvent par l'intermédiaire de Justus Lipsius qu'il cite d'ailleurs à plusieurs reprises, un grand philologue récemment reconnu comme auteur politique remarquable et influent de l'époque. Tout en reconnaissant comme justes certaines de ses idées, le grand Croate, proche sur ce point de la Contre-Réforme ne partageait pas l'opinion de Lipsius sur le caractère areligieux de l'Etat.

5) Krizanić ne fut pas un penseur antiféodal au sens que l'on attribue parfois à ce mot. Il n'avait nullement l'intention d'abolir la féodalité ni en tant que système de rapports de propriété, ni en tant que structure sociale. Hobbes, idéologue de l'absolutisme comme Krizanić chanta, contrairement à ce dernier l'individualisme de possesseur. Et ce n'est certainement pas pour cette raison que l'on pourrait lui refuser la marque de

modernité. Cette marque, nous la voyons — en dehors des éléments mentionnés plus tôt — dans le fait qu'il aperçut le problème de la croissance économique inégale. Križanić fut conscient du fait que l'Europe se divisait en deux parties; l'Europe de l'Ouest évoluant vers l'économie de marché capitaliste et l'Europe de l'Est à économie beaucoup moins dynamique. Il croyait que c'était justement l'Etat, capable de rendre la croissance économique plus dynamique, qui pourrait aider les pays slaves ou de l'Europe de l'Est à rattrapper le retard dans ce domaine. Il n'avait pourtant pas senti les dangers qui le guettaient sur ce chemin. Lui reprocher l'ignorance serait une démarche ahistorique. Nos contemporains voient, après la lecture de Marx et de Weber que le développement du capitalisme et de la société qui lui correspond s'avère impossible sans existence de la bourgeoisie du rôle de laquelle personne ne peut s'emparer.

Traduit par Barbara Grzywacz

JURAJ KRIŽANIĆ — IDEOLOG APSOLUTIZMA

Sažetak

Živio je u vrijeme koje je historiografija nazvala »Krizom 17. stoljeća«. Ta kriza odnosi se ne samo na ekonomski život već i na državne strukture pa i vrijednosti toga razdoblja, a ujedno mijenja i ravnotežu političkih snaga u Evropi. Križanić je bio svjedokom konsolidiranja nekoliko država koje su postale apsolutne monarhije (Francuska, Austrija), i slabljenja drugih (Poljska), i kao Slaven zabrinuto je gledao germansko napredovanje prema istoku Evrope.

Rješenje svih simptoma krize, kao i izlazak slavenskog elementa iz takvog stanja slabosti i prijeteće opasnosti, vidio je u stvaranju apsolutističke ruske države koja bi imala različite funkcije i dužnosti. Svoju misao izrazio je prilično nepovezano; osnovne ideje njegove zamisli su slijedeće:

1. Dijeleći mišljenje političkih pisaca 16. i 17. stoljeća ipak je razlikovao apsolutističkog vladara od tirana. Apsolutističkog vladara, čija je neograničena moć dolazila od Boga, određivao je »božanski« ili »prirodni zakon« kao i zadatak njegove vladavine, tj. »dobrobit podanika«. Također je morao tražiti odobrenje podanika koji bi se izjašnjavali kroz »Sabor«.

2. Preuzevši još uvijek živu koncepciju triju staleža društva, propovijedao je dominaciju prvoga »ordo«, odnosno plemstva.

3. Prihvaćajući ovu tradicionalnu podjelu društva, Križanić je odredio ne samo političke već i ekonomske ciljeve djelovanja apsolutističkog vladara. Na tom polju nadišao je koncepcije svojih suvremenika pisaca premda mu je misao bliska merkantilizmu.

4. Vlast apsolutističkog monarha trebala je uvesti ekonomsku djelatnost u oblasti zanatstva, rudarstva i trgovine. Također je trebala pokrenuti sve staleže prema intenzivnoj ekonomiji. Taj prijelaz ka kapitalizmu, koji je u zapadnoj Evropi ostvarilo građanstvo, izvršio bi se, po njegovu mišljenju, zahvaljujući apsolutističkoj državi.

5. Stvaranje takve države moglo bi spriječiti germansku ekspanziju koja prijete Slavenima i odagnati tursku opasnost.